

CRYPTO-NEWS est un journal produit conjointement par une équipe d'Experts de Azojecasarl (Cameroun) et Zukulee (Canada). Il vise à vulgariser l'information sur la blockchain et les cryptomonnaies.

Les informations publiées ont un caractère purement éducatif et ne constituent en rien du conseil en investissement.

Edition n° 32 - Janvier 2026

CRYPTO-NEWS



Mieux s'informer et se former, pour bien investir dans les cryptos

Sommaire

MOT INTRODUCTIF	2
ACTUALITES DES CRYPTOMONNAIES	2
CONNAISSANCE DES CRYPTOMONNAIES	5
REGULATION ET VEILLE REGLEMENTAIRE.....	7
SITUATION DES MARCHES DU 1^{ER} AU 31 JANVIER 2026	10
COIN DES INVESTISSEURS	12
PRINCIPALES SOURCES D'INFORMATION	15

Contacts: + 237-696-171-016

Site web: <https://azojecasarl.net/crypto-news/> & <https://zukulee.com/news>

Mail : cryptonewsazc@gmail.com

MOT INTRODUCTIF

Le mois de janvier 2026 a été marqué par une forte volatilité du Bitcoin, alternant phases d'euphorie, consolidations et correction sévère, après un démarrage haussier porté par l'optimisme de début d'année et les anticipations monétaires. Après un rallye initial jusqu'à près de 98 000 \$ mi-janvier, soutenu par le CPI favorable, les flux ETF et les achats de 'Strategy', le marché a basculé dans une dynamique de prises de profits et de distribution. La période post-CPI a été dominée par le phénomène « *buy the rumor, sell the news* », entraînant un affaiblissement progressif de la structure haussière. La fin du mois a été marquée par une longue phase d'attente, sous l'effet des incertitudes macroéconomiques, des tensions géopolitiques et des signaux prudents de la FED. Janvier s'est donc achevé sur une capitulation brutale, avec un BTC autour de 75 854 \$ et une baisse de la capitalisation crypto de -10,24 %, traduisant un retour marqué de l'aversion au risque.

En janvier 2026, l'actualité réglementaire crypto a été marquée par une intensification des initiatives d'encadrement, entre volonté de normalisation et rivalités stratégiques entre États. Au Royaume-Uni, la FCA a lancé une consultation décisive en vue d'un régime de licence obligatoire, tandis qu'aux États-Unis, le CLARITY Act et les débats sur les stablecoins ont ravivé les tensions entre industrie, régulateurs et banques. En Europe, la mise en œuvre stricte de MiCA, notamment en France, a accentué la pression sur les acteurs non conformes, au risque d'exclusions massives. Parallèlement, la Biélorussie a institutionnalisé les « cryptobanques » et le Nigeria a renforcé le contrôle fiscal des transactions, illustrant une montée en puissance des cadres étatiques. Enfin, les positions critiques de JPMorgan et les arbitrages du Sénat américain sur les récompenses en stablecoins ont confirmé la persistance d'un bras de fer entre finance traditionnelle et écosystème crypto.

L'actualité crypto de janvier 2026 a été marquée par une accélération de l'adoption institutionnelle et régionale, portée notamment par l'essor des stablecoins en Afrique comme outil majeur de transferts et d'inclusion financière. Parallèlement, la finance traditionnelle a renforcé son rapprochement avec les actifs numériques, avec les ambitions de Binance et Coinbase sur les actions tokenisées et la demande de Grayscale pour un ETF BNB. Le dynamisme des actifs tokenisés s'est également illustré à travers la montée de l'or tokenisé, soutenue par la hausse du métal précieux et les stratégies de diversification des banques centrales. Enfin, dans le secteur bancaire, l'intérêt d'UBS et de JPMorgan pour les services crypto et la tokenisation a confirmé l'intégration progressive de la blockchain dans la gestion de patrimoine.

Pour le mois de janvier 2026, nous mettons en lumière Zcash (ZEC), une cryptomonnaie emblématique dédiée à la protection de la vie privée, fondée sur la technologie avancée des preuves Zero-Knowledge (zk-SNARKs). Conçu par Zooko Wilcox-O'Hearn, Zcash permet de concilier confidentialité, transparence sélective et conformité réglementaire grâce à ses transactions protégées et divulguables.

Pour les investisseurs crypto, janvier 2026 a marqué une accélération sans précédent de l'adoption bancaire et institutionnelle, avec les grandes banques américaines intégrant activement le Bitcoin, les stablecoins et la tokenisation dans leurs services. Bank of America, Morgan Stanley, Goldman Sachs, BNY Mellon ou encore Wells Fargo ont multiplié recommandations, dépôts tokenisés, ETF et usages du BTC comme collatéral, confirmant un basculement stratégique de la finance traditionnelle. Les stablecoins ont consolidé leur rôle systémique, dominés par Tether, dont la puissance financière, l'ancrage aux bons du Trésor américain et le lancement du stablecoin USA\$ illustrent une montée en gamme quasi-souveraine. Parallèlement, Ethereum a ravivé le débat sur la décentralisation des stablecoins, tandis que Binance a renforcé son positionnement européen via MiCA. Enfin, l'intérêt mondial s'est intensifié, avec de nombreux États, fonds souverains et pays émergents intégrant Bitcoin, stablecoins et actifs tokenisés dans leurs stratégies économiques et financières.

Nous vous souhaitons une excellente lecture de ce trente-et-deuxième (32^e) numéro de « Crypto News AZC » et rappelons à nos lecteurs l'importance de suivre attentivement les quatre principaux indicateurs macroéconomiques américains influençant le marché des cryptomonnaies, à savoir : (i) le taux d'inflation ; (ii) le taux de chômage ; (iii) le taux directeur de la FED ; et (iv) le taux de croissance du PIB. Restez vigilants face aux évolutions réglementaires, économiques et géopolitiques. Et surtout, n'oubliez jamais que : « la prochaine révolution industrielle sera tokenisée. Comprendre la blockchain, c'est anticiper les règles du jeu économique de demain »

ACTUALITES DES CRYPTOMONNAIES

L'Afrique se tourne vers les stablecoins.

Lors de son intervention au Forum économique mondial de Davos, en Suisse, l'économiste Vera Songwe, ancienne sous-secrétaire générale des Nations Unies, a souligné que les transferts de fonds et la protection contre l'inflation sont les principaux moteurs de l'utilisation des stablecoins en Afrique.

Étant donné que les services de transfert d'argent traditionnels en Afrique coûtent souvent environ 6 dollars pour 100 dollars envoyés, ce qui rend les paiements transfrontaliers onéreux et lents, les stablecoins sont de plus en plus utilisés sur le continent comme une option de transfert de fonds plus rapide et moins coûteuse. Les transferts de fonds sont devenus « plus importants que l'aide internationale », selon Mme Songwe.

Elle a expliqué que les stablecoins réduisent les frais et les délais de règlement, permettant ainsi aux particuliers et aux petites entreprises de transférer de l'argent en quelques minutes au lieu d'attendre plusieurs jours pour que les paiements transfrontaliers soient validés.

D'après Mme Songwe, l'utilisation des stablecoins est la plus forte en Égypte, au Nigeria, en Éthiopie et en Afrique du Sud – des pays marqués par une forte inflation ou des contrôles stricts des capitaux. Elle a ajouté que la plupart des transactions sont effectuées par des petites et moyennes entreprises (PME), ce qui indique que les stablecoins fonctionnent comme un outil d'inclusion financière à grande échelle.

Un rapport de Chainalysis de septembre 2025 a révélé que l'Afrique subsaharienne figure parmi les régions du monde où l'adoption des cryptomonnaies connaît la croissance la plus rapide. La région a enregistré plus de 205 milliards de dollars de valeur on-chain entre juillet 2024 et juin 2025, soit une augmentation d'environ 52 % sur un an, la plaçant ainsi au troisième rang mondial.

Face à l'accélération de l'adoption des cryptomonnaies sur le continent, les réponses nationales divergent, allant de la légalisation formelle et de l'intégration fiscale à une surveillance plus prudente et axée sur les risques. On peut citer en exemple :

- le Ghana, qui a légalisé le commerce des cryptomonnaies après l'adoption par le Parlement de la loi sur les fournisseurs de services d'actifs virtuels, établissant un cadre réglementaire formel pour le secteur ;

- le Nigeria, qui a mis en œuvre de nouvelles règles obligeant les fournisseurs de services de cryptomonnaies à lier les transactions aux numéros d'identification fiscale des utilisateurs ; et

- l'Afrique du Sud, qui a récemment souligné que les crypto-actifs et les stablecoins constituent un risque émergent pour la stabilité financière, compte tenu de la croissance continue de leur adoption locale.

Binance confirme son intention de proposer des actions tokenisées.

Dans une déclaration à Cointelegraph vendredi, un porte-parole de Binance a indiqué « qu'explorer la possibilité de proposer des actions tokenisées est une étape naturelle » pour rapprocher la finance traditionnelle et les cryptomonnaies. Si la plateforme réintroduisait des versions numériques d'actions d'entreprises, cela représenterait un tournant majeur dans son offre, Binance ayant annoncé la fin de la prise en charge des tokens d'actions en juillet 2021. La plateforme d'échange de cryptomonnaies avait lancé ses tokens d'actions en avril 2021, en commençant par Tesla, puis Coinbase et d'autres entreprises technologiques et de cryptomonnaies, dont MicroStrategy, Apple et Microsoft. Cependant, ces offres ont attiré l'attention des autorités financières allemandes et

britanniques, qui ont ordonné à Binance de cesser toute « activité réglementée ».

En décembre, une modification de l'interface de programmation (API) de Binance a indiqué que la plateforme préparait le terrain pour d'éventuelles fonctionnalités de trading d'actions. La plateforme d'échange de cryptomonnaies américaine Coinbase envisagerait également d'ajouter des actions tokenisées. Les commissions sénatoriales de l'agriculture et des banques examinent actuellement un projet de loi visant à encadrer le marché des actifs numériques aux États-Unis. La commission de l'agriculture devait initialement se réunir mardi pour examiner sa version du texte, tandis que celle des banques a été reportée sine die suite au retrait du soutien de Coinbase. L'entreprise a expliqué que l'adoption du projet de loi en l'état équivaldrait à une interdiction de facto des actions tokenisées.

D'autres acteurs, notamment des associations bancaires et des parlementaires, s'opposent au projet de loi en raison de dispositions relatives aux récompenses en stablecoins, aux conflits d'intérêts et à la finance décentralisée.

Grayscale dépose une demande auprès de la SEC pour un ETF BNB Spot.

Grayscale a déposé une demande auprès de la Securities and Exchange Commission (SEC) américaine en vue du lancement d'un fonds négocié en bourse (ETF) indexé sur le BNB. Il s'agit de l'une des initiatives les plus ambitieuses de ce gestionnaire d'actifs, au-delà du Bitcoin et de l'Ether.

Selon le document d'enregistrement déposé vendredi, l'ETF Grayscale BNB proposé détiendrait directement des BNB et émettrait des parts dont la valeur serait calculée en fonction de la valeur marchande du token, déduction faite des frais et dépenses.

S'il est approuvé, ce produit offrirait aux investisseurs américains une exposition réglementée au BNB sans qu'ils aient à détenir le token eux-mêmes ni sur des plateformes d'échange de cryptomonnaies.

Il convient de noter que le BNB est le token natif de l'écosystème Binance et joue un rôle central dans tous ses produits. Il s'agit de la quatrième cryptomonnaie en termes de capitalisation boursière, actuellement évaluée à 120,5 milliards de dollars. Le dépôt de Grayscale n'est pas la première tentative d'introduire un ETF indexé sur le BNB sur le marché américain ; le gestionnaire

d'investissements VanEck avait également déposé une demande d'enregistrement pour son propre ETF BNB. Néanmoins, cette demande met en lumière la stratégie plus large de Grayscale visant à élargir sa gamme de produits d'investissement en cryptomonnaies.

L'or poursuit sa hausse, tout comme les stablecoins qui y sont liés.

Au cours de l'année écoulée, le prix de l'or a progressé de plus de 79 %, sous l'effet conjugué de plusieurs facteurs, dont l'instabilité géopolitique, la faiblesse structurelle du dollar américain et l'accumulation croissante de réserves par les banques centrales.

Dans une analyse réalisée fin 2025, portant sur les facteurs susceptibles d'entraîner une hausse du prix de l'or au-delà de 5 000 dollars, J.P. Morgan Global Research a présenté un scénario optimiste pour le métal précieux entre 2026 et 2027, avec un objectif de prix potentiel de 6 000 dollars si une diversification marginale des actifs étrangers américains vers l'or se concrétisait.

Par ailleurs, le rapport a également souligné que la diversification des réserves est une tendance à fort potentiel de croissance, notant que l'or représente désormais près de 20 % des réserves mondiales officielles, contre 15 % fin 2023.

Enfin, l'or tokenisé grâce à la technologie blockchain a également profité de la hausse du prix du métal précieux. Dans ce contexte, l'or tokenisé se compose de représentations numériques (tokens) créées sur des blockchains, telles qu'Ethereum ou Solana, équivalentes à la possession d'une quantité spécifique d'or physique, stockée dans des installations sécurisées et soumise à des audits.

Au cours de l'année écoulée, la capitalisation boursière de l'or tokenisé a plus que triplé, passant de 1,04 milliard de dollars début 2025 à plus de 4,1 milliards de dollars aujourd'hui, selon les données de RWA.xyz.

UBS envisage de proposer le trading de cryptomonnaies à ses clients de banque privée.

UBS, le premier gestionnaire de fortune au monde, étudierait la possibilité d'ouvrir le trading de cryptomonnaies à ses clients les plus fortunés.

Selon un article de Bloomberg, le géant bancaire suisse souhaiterait permettre à certains clients de sa banque privée en Suisse de trader du Bitcoin et de l'Ether dans un premier temps, avec une

possible extension ultérieure à la région Asie-Pacifique et aux États-Unis.

UBS mène déjà des tests pilotes de tokenisation, comme le fonds monétaire uMINT, libellé en dollars américains et tokenisé sur Ethereum, ainsi qu'un test de règlement de fonds Swift-UBS-Chainlink tokenisés. La banque expérimente ainsi l'intégration de produits financiers traditionnels à la blockchain avant même d'envisager le trading de cryptomonnaies au comptant. Elle a également renforcé son engagement envers la blockchain dans le secteur des paiements, en s'associant à Ant International pour tester les dépôts tokenisés pour les flux de trésorerie transfrontaliers en temps réel via sa plateforme UBS Digital Cash à Singapour.

Le groupe suisse suivrait ainsi de JPMorgan, qui s'intéresse au trading de cryptomonnaies pour ses clients institutionnels et utilise déjà son système JPM Coin pour les paiements en gros et les garanties sur la blockchain.

La Commission européenne a instauré dans 12 pays la mise en œuvre de normes fiscales pour les cryptos actifs.

Dans les notifications de janvier, l'organe de l'Union européenne chargé de proposer des lois et de veiller à ce que les États membres les respectent, a indiqué que le Portugal, la Bulgarie, la Tchéquie, l'Estonie, la Grèce, Chypre, Malte, les Pays-Bas et la Pologne recevraient une notification officielle les sommant de « mettre pleinement en œuvre les nouvelles règles de transparence fiscale et de partage d'informations concernant les crypto-actifs ». L'organe a également mentionné une notification officielle adressée aux autorités hongroises pour non-respect du cadre réglementaire européen relatif aux marchés de crypto-actifs (MiCA), accordant au pays deux mois pour répondre.

Depuis l'adoption du MiCA par les législateurs européens en 2023, les exigences applicables aux émetteurs de jetons et aux prestataires de

services de crypto-actifs ont été mises en œuvre progressivement afin de laisser aux entreprises le temps de s'y conformer.

Conformément à ce cadre réglementaire, la plupart des entreprises de cryptomonnaies qui exerçaient leurs activités avant décembre 2024 ont jusqu'au 1^{er} juillet au plus tard pour se conformer à toutes les exigences du MiCA, sous peine de cesser leurs activités.

Projet de loi américain sur la structure du marché : un vote serré entre les commissions.

Brian Armstrong, PDG de Coinbase, a annoncé que Coinbase retirait son soutien à un important projet de loi américain sur les cryptomonnaies.

La commission bancaire du Sénat devait examiner sa version du projet de loi le 15 janvier, mais a reporté l'événement sine die après que M. Armstrong a déclaré que Coinbase ne pouvait pas soutenir le texte « en l'état ».

Les représentants du secteur bancaire s'opposent à l'autorisation des récompenses en stablecoins dans le cadre de cette législation. Cependant, de nombreux acteurs de la communauté des cryptomonnaies, dont M. Armstrong, ont insisté pour que le projet de loi inclue des dispositions relatives à la performance des stablecoins, arguant que leur absence permettrait aux banques « d'empêcher la concurrence ».

Ce projet de loi, examiné par le Sénat américain depuis son adoption par la Chambre des représentants en juillet, se heurte à une forte opposition de la part des élus démocrates concernant ses dispositions éthiques, et de la part des groupes de pression des secteurs bancaire et des cryptomonnaies quant aux conséquences potentielles pour leurs industries respectives.

CONNAISSANCE DES CRYPTOMONNAIES

Et si la vie privée n'était pas une option, mais une nécessité pour une économie numérique saine ? Dans un univers où chaque transaction est traçable, Zcash propose un refuge : celui de la confidentialité inviolable, sans renoncer à la transparence, par la technologie de preuves

Zero-Knowledge (zk-SNARKs) pour vérifier les transactions sans révéler l'expéditeur, le destinataire ou le montant.

ZCASH (ZEC)

Le Zcash (ZEC) est une cryptomonnaie décentralisée qui offre aux utilisateurs la possibilité d'effectuer des transactions privées ou publiques sur une blockchain publique. Elle utilise une technique cryptographique appelée zk-SNARKs (preuves Zero-Knowledge) pour faciliter des transactions préservant la confidentialité.



Illustration

HISTORIQUE

Le projet Zcash a été fondé en 2016 par Zooko Wilcox-O'Hearn, un spécialiste de la cryptographie et de la sécurité informatique. Il a également créé l'entreprise Electronic Coin Company (ECC), qui dirige le développement de Zcash. Zooko Wilcox-O'Hearn a déjà contribué à plusieurs initiatives en matière de sécurité numérique et de cryptographie, et a co-développé la fonction de hachage BLAKE3.

FONCTIONNEMENT

Le projet Zcash a été lancé dans le but d'améliorer la confidentialité des transactions sur la blockchain à l'aide de la cryptographie Zero-Knowledge. Contrairement au bitcoin et à d'autres cryptomonnaies dites pseudonymes, Zcash offre aux utilisateurs la possibilité d'effectuer des transactions sans en révéler les détails. Même si les transactions en ZEC sont enregistrées sur une blockchain publique, les utilisateurs peuvent choisir entre des transferts transparents ou des transferts protégés. Les transactions protégées utilisent des techniques cryptographiques pour préserver la confidentialité des données, tandis que les transactions transparentes fonctionnent de la même manière que celles du réseau Bitcoin. La blockchain Zcash suit un mécanisme de consensus par preuve de travail et utilise l'algorithme de hachage SHA-256 de la famille SHA-2, similaire à celui de Bitcoin. Zcash suit un mécanisme de consensus par preuve de travail et utilise l'algorithme de hachage SHA-256 de la famille SHA-2. Il prend en charge aussi bien les transactions publiques que privées, avec des adresses protégées par

des zk-SNARKs pour préserver les données des transactions. Le token ZEC est utilisé pour effectuer des transactions publiques et privées. Les utilisateurs peuvent choisir des adresses protégées pour préserver la confidentialité des transactions ou utiliser des adresses transparentes lorsqu'ils n'ont pas besoin de garder leurs opérations privées. Le ZEC est également employé dans le cadre de transferts internationaux et facilite des transactions entre des pays différents avec une confidentialité optionnelle. Le token est intégré à des applications de finance décentralisée, y compris celles de prêts et de swaps axées sur la protection de la confidentialité. En outre, Zcash prend en charge la divulgation sélective, permettant aux utilisateurs de partager les détails des transactions lorsque cela est nécessaire pour se conformer aux réglementations. Basé sur le code source du Bitcoin, Zcash conserve une offre maximale limitée à 21 millions de ZEC, utilise un mécanisme de minage en Proof of Work (Equihash) et prévoit des halving tous les 4 ans environ. La particularité de Zcash réside dans ses transactions shielded (protégées) qui utilisent la cryptographie zk-SNARKs, permettant de masquer l'expéditeur, le destinataire et le montant tout en validant cryptographiquement la transaction. Les transactions peuvent également être transparentes, similaires à Bitcoin, offrant aux utilisateurs un choix entre confidentialité et visibilité publique.

Depuis la mise à jour Orchard (2022) et l'adoption du protocole Halo 2, les transactions protégées ne nécessitent plus de trusted setup, ce qui améliore la rapidité, réduit les coûts et maintient une vérification cryptographique complète.

Les adresses unifiées simplifient la gestion des transactions en combinant compatibilité transparente et protégée dans une seule adresse.

Gouvernance et écosystème

Zcash dispose d'un modèle de gouvernance communautaire et durable, financé via une treasury communautaire et coordonné par, la Zcash Foundation et le Major Grants Review Committee pour le soutien de projets externes.

Cette structure vise à garantir un développement indépendant et transparent, tout en favorisant l'intégration de Zcash dans la finance décentralisée multi-chaînes, notamment sur Solana et Ethereum, permettant des transactions inter-chaînes sécurisées et anonymes.

UTILITÉ ET FONCTIONNALITÉS

Le ZEC sert à transférer de la valeur dans tout le réseau et offre la possibilité d'utiliser des transactions protégées afin de préserver la confidentialité. Il peut être utilisé dans les transferts internationaux et les applications de finance décentralisée axées sur la protection de la confidentialité, et prend en charge la divulgation sélective pour se conformer aux réglementations.

Utilisations et particularités

Zcash est utilisé pour :

Transferts privés et publics de cryptomonnaies avec frais réduits (~0,0001 ZEC par transaction)
Transactions internationales avec confidentialité optionnelle.

Finance décentralisée (DeFi) en shieldant des jetons pour protéger les flux inter-chaînes.

Divulgation sélective des transactions, assurant conformité réglementaire si nécessaire.

Forces et défis

Forces : technologie avancée de confidentialité, flexibilité entre transactions transparentes et protégées, intégration croissante à la DeFi et structure de financement résiliente.

Limites et risques : concurrence accrue dans le secteur des privacy coins, cadre réglementaire incertain pouvant conduire à des délistings temporaires, complexité technique limitant l'adoption grand public.

Offre circulaire

L'offre circulaire de Zcash est de 17 million ZEC, pour une capitalisation boursière de 4 864 916 947 USD, pour un cours de 411,35 USD pour un ZEC.

AVIS ET PERSPECTIVES

Zcash est l'une des cryptomonnaies les plus notables pour ceux qui considèrent la confidentialité comme essentielle. Sa technologie, sa gouvernance et son intégration DeFi en font une option de choix pour des transactions sécurisées et anonymes, malgré un marché volatil et des défis réglementaires persistants. Zcash mêlant une technologie de confidentialité avancée, se positionne comme un actif technologique de niche avec un potentiel de croissance à long terme mais qui nécessite une gestion prudente en raison de sa forte volatilité et de l'incertitude réglementaire.

REGULATION ET VEILLE REGLEMENTAIRE

La FCA dévoile sa dernière consultation pour encadrer le marché crypto au Royaume-Uni.

Le Royaume-Uni s'apprête à franchir une étape décisive dans l'encadrement des cryptomonnaies. La Financial Conduct Authority (FCA) vient d'ouvrir une ultime consultation sur un ensemble de règles qui pourraient remodeler l'industrie d'ici 2026. En visant un alignement sur les standards de la finance traditionnelle, l'autorité souhaite conjuguer innovation et responsabilité dans un marché encore jeune et volatil. Lancée en janvier, cette phase de consultation clôture un processus entamé fin

2023 dans le cadre de la feuille de route gouvernementale pour les actifs crypto. La FCA sollicite désormais l'avis du public sur dix propositions réglementaires qui couvrent des volets cruciaux du secteur : standards de conduite des entreprises, achats de crypto à crédit, reporting réglementaire, sauvegarde des actifs, ou encore traitement des collatéraux pour les prêts aux particuliers. La démarche s'inscrit dans une volonté claire de rapprocher le marché crypto des normes de la finance traditionnelle, en assurant un cadre structuré sans pour autant effacer les spécificités du secteur. Parallèlement

à cette consultation, la FCA a confirmé un régime de licence obligatoire pour toutes les entreprises de services liés aux actifs crypto. L'entrée en vigueur de cette obligation est prévue à partir de septembre 2026, bien que le calendrier définitif doive encore être officialisé. À compter de cette date, toute entité opérant sur le sol britannique devra obtenir une autorisation FCA.

CLARITY Act : Trump veut faire passer sa loi crypto avant les élections pour éviter un basculement fatal.

Faut-il choisir entre une loi imparfaite ou aucune régulation ? C'est le dilemme que pose aujourd'hui la politique crypto américaine, à quelques mois d'élections législatives décisives. Au cœur du débat : un conseiller de Donald Trump appelle l'industrie à adopter une position stratégique pour faire passer une loi sur la régulation des cryptomonnaies. Le texte au cœur de l'attention est le CLARITY Act, une proposition législative qui vise à clarifier les rôles respectifs de deux autorités de régulation : la Securities and Exchange Commission (SEC) et la Commodity Futures Trading Commission (CFTC). Mais le projet divise. Des acteurs influents comme Coinbase s'y opposent, critiquant ses dispositions jugées trop strictes envers les stablecoins ou les protocoles décentralisés. Le calendrier législatif ajoute à l'urgence. Les élections de mi-mandat approchent, et tous les sièges de la Chambre des représentants ainsi que 35 sur 100 au Sénat seront remis en jeu. Même si les républicains espèrent conserver le Sénat, les sondages donnent l'avantage aux démocrates pour la Chambre, ce qui pourrait modifier profondément les dynamiques d'adoption des lois.

La Biélorussie crée un cadre légal pour les « cryptobanques » via un nouveau décret présidentiel.

La Biélorussie a instauré un cadre juridique pour les « cryptobanques ». Ce dispositif intègre officiellement les activités liées aux actifs numériques dans le système bancaire réglementé du pays, sous contrôle direct de l'État. Vendredi, le président biélorusse Alexandre

Loukachenko a signé le décret n°19. Ce texte définit les conditions d'exploitation des cryptobanques ainsi que les critères à respecter pour entrer sur le marché. Le décret présente les cryptobanques comme des sociétés par actions autorisées à combiner des opérations basées sur les tokens avec les services bancaires traditionnels, les paiements et d'autres services financiers. Plutôt que de créer un secteur crypto séparé, le cadre juridique rattache ces activités aux mécanismes et aux infrastructures de supervision financière existants. Selon les règles, les cryptobanques doivent obtenir le statut de résident du Hi-Tech Park, une zone technologique soutenue par l'État. Elles doivent également être inscrites dans un registre spécifique tenu par la banque centrale. D'après le décret, les cryptobanques sont tenues de respecter les règles applicables aux établissements de crédit et aux institutions financières non bancaires. Elles doivent aussi appliquer les décisions prises par le conseil de supervision du Hi-Tech Park.

Régulation MiCA : 90 entreprises crypto risquent l'exclusion en France.

À six mois de la date butoir fixée par le règlement MiCA, le gendarme financier français tire la sonnette d'alarme. 90 entreprises de l'écosystème crypto opérant en France ne disposent toujours pas de l'agrément requis. Entre refus d'obtempérer et silence radio, ce signal fort de l'AMF révèle une fracture croissante entre régulation européenne et ambitions des acteurs du Web3. Depuis l'entrée en vigueur du règlement MiCA fin 2024, les États membres de l'Union européenne doivent mettre leurs cadres nationaux en conformité avec ce nouveau texte. En France, c'est l'Autorité des marchés financiers (AMF) qui supervise cette transition. Dans cette optique, elle a récemment identifié 90 entreprises crypto enregistrées en France qui ne disposent toujours pas de l'agrément requis. L'AMF a contacté ces entreprises dès novembre 2025 pour leur rappeler l'échéance. Près de 40 % d'entre elles ont déjà indiqué qu'elles ne comptaient pas engager de procédure pour se mettre en conformité. D'autres, environ un tiers, n'ont tout simplement pas donné suite. Le reste

affirme être en cours de demande de licence. Dans ce contexte, la France entend se positionner comme un modèle d'exigence en matière de conformité crypto. Son objectif est clair : faire du règlement MiCA une norme solide, cohérente et appliquée strictement. L'intervention de l'AMF en est l'illustration. Elle marque une volonté affirmée d'encadrer un secteur encore largement mouvant, mais désormais placé au cœur des politiques financières européennes.

JPMorgan s'oppose fermement aux stablecoins à rendement.

Lors de l'appel aux résultats du dernier trimestre 2025, le directeur financier de JPMorgan a tiré la sonnette d'alarme, dénonçant les risques systémiques liés à ces actifs. Derrière cette déclaration, c'est un bras de fer idéologique entre finance traditionnelle et DeFi qui se dessine. En cause : la tentation de recréer un système bancaire parallèle, hors de tout cadre réglementaire. Pourquoi ces avertissements tombent-ils maintenant, et que disent-ils de l'avenir de la régulation crypto ? Durant l'appel aux résultats du quatrième trimestre de JPMorgan, Jeremy Barnum a exprimé des inquiétudes fortes quant aux stablecoins offrant un rendement. Interrogé par Glenn Schorr d'Evercore sur l'évolution du secteur, le CFO a déclaré que le groupe soutenait les principes du GENIUS Act, une proposition de loi américaine visant à encadrer les émetteurs de stablecoins. Mais il a surtout ciblé les modèles répliquant les dépôts bancaires rémunérés hors régulation. « La création d'un système bancaire parallèle [...] sans les garde-fous prudentiels développés depuis des siècles est évidemment dangereuse et indésirable », a-t-il averti. Derrière ce discours se cache la peur d'un effacement progressif du rôle des banques traditionnelles. Car les stablecoins à rendement peuvent séduire par leurs intérêts plus élevés que ceux proposés par les comptes classiques. L'inquiétude n'est pas nouvelle : en mai dernier, des voix au sein du lobby bancaire américain évoquaient déjà une forme de « panique » face à cette menace croissante. Barnum rappelle que JPMorgan reste favorable à la concurrence et à l'innovation, mais rejette toute

forme de contournement du système réglementaire.

Crypto : Le Sénat américain autorise la récompense des utilisateurs de stablecoins.

Un nouveau projet de loi CLARITY au Sénat américain autorise les entreprises crypto à offrir des récompenses basées sur l'activité aux utilisateurs de stablecoins. Intitulé Digital Asset Market Clarity Act, le texte précise que certaines récompenses et incitations liées à l'usage de stablecoins seraient autorisées. Toutefois, le projet insiste sur un point : le fait d'offrir de telles récompenses ne suffit pas à requalifier un stablecoin en titre financier (security) ou en produit assimilable à un compte bancaire. « Les familles et les petites entreprises ont besoin de règles claires », a déclaré Tim Scott, président de la Commission bancaire du Sénat, dans un communiqué relayé par Cointelegraph. « Ce projet de loi est le fruit de plusieurs mois de travail rigoureux, nourri par les idées et les préoccupations exprimées au sein de la Commission. Il offre aux Américains les protections et la clarté qu'ils méritent », a-t-il ajouté. La question des récompenses associées aux stablecoins est devenue un point de tension majeur entre les acteurs de l'écosystème crypto et les groupes bancaires. Ces derniers estiment que les stablecoins générant du rendement s'apparentent à des dépôts ou à des produits d'investissement non régulés. À l'inverse, les entreprises crypto les décrivent comme des points de fidélité ou des incitations au paiement, similaires à ceux proposés par les fintechs. Selon le texte, les incitations liées à des usages financiers courants ne seraient pas concernées par les restrictions. Cela comprend les récompenses associées aux paiements, transferts, remises de fonds et règlements, mais aussi les avantages liés à l'utilisation de portefeuilles, de comptes, de plateformes ou de réseaux blockchain. Les programmes de fidélité, promotions, incitations par abonnement ou remises en lien avec l'utilisation des stablecoins seraient également permis. La semaine dernière, un groupe de banques communautaires américaines a demandé au Congrès de modifier le GENIUS Act, affirmant que certains émetteurs

de stablecoins exploitent une faille législative pour distribuer du rendement via des bourses crypto et des partenaires externes.

Nigeria : Une réforme historique place les cryptos sous le contrôle du fisc.

Le Nigeria déploie une nouvelle approche de la régulation des cryptomonnaies, qui s'appuie sur les systèmes fiscaux et d'identification plutôt que sur la surveillance directe des blockchains. Cette orientation s'inscrit dans une refonte globale de son régime fiscal. Dans le cadre de ces nouvelles réformes, les prestataires de services liés aux cryptos doivent désormais associer les transactions à des numéros d'identification fiscale (Tax Identification Numbers, TIN) et, lorsque cela s'applique, à des numéros d'identité nationale (National Identification Numbers, NIN). Ce dispositif, entré en vigueur le 1er janvier, est intégré à la Nigeria Tax Administration Act (NTAA) de 2025 et constitue l'une des réformes fiscales les plus vastes jamais menées dans le pays. En imposant la divulgation de l'identité au niveau du reporting, le Nigeria cherche à rendre

l'activité crypto visible pour l'administration fiscale, sans avoir à surveiller directement l'infrastructure blockchain. Grâce à ce mécanisme, des transactions auparavant difficiles à rattacher à des individus peuvent désormais être croisées avec les déclarations de revenus, les dossiers fiscaux et les données historiques. Dans ce nouveau cadre, les prestataires de services sur actifs numériques opérant au Nigeria doivent transmettre régulièrement aux autorités fiscales des rapports détaillant la nature et la valeur des transactions qu'ils facilitent. Ces déclarations doivent inclure des données d'identification des clients, telles que le nom, les coordonnées et les identifiants fiscaux. Pour les particuliers, l'utilisation du numéro d'identité nationale devient obligatoire. Les prestataires sont aussi tenus de signaler les transactions suspectes ou de grande ampleur aux autorités fiscales et aux cellules de renseignement financier, étendant ainsi le champ de la supervision au dispositif national de lutte contre le blanchiment d'argent.

SITUATION DES MARCHES DU 1^{ER} AU 31 JANVIER 2026

L'année 2025 s'est achevée dans un contexte de consolidation relative, marqué par une stabilisation progressive du Bitcoin autour de la zone des 87 000 \$, après plusieurs mois de volatilité et d'ajustements liés aux politiques monétaires, aux tensions politiques, et aux flux institutionnels.

L'année 2026 s'est ainsi ouverte dans un climat d'optimisme prudent, porté par des anticipations de détente monétaire à moyen terme, mais également par une sensibilité accrue du marché aux indicateurs macroéconomiques américains et aux conditions de liquidité internationale. En effet, le BTC a commencé le mois par une hausse de son prix autour de 88 988 \$ le 01 janvier, et cette tendance positive s'est poursuivie jusqu'au 05 janvier avec un prix touchant les 94 948 \$. Comme mentionné ci-dessus, plusieurs facteurs expliquaient cette tendance positive observée sur en début du mois, mais le principal facteur était

l'enthousiasme des investisseurs dû à la nouvelle année 2026. Les autres grandes cryptos du marché ont suivi cette tendance positive du BTC, avec un Ether à 3 263 \$ le 05 janvier ; un BNB à 916 \$; un SOL à 140 \$; un TON à 1,92 \$; un AVAX à 14,69 \$; un SUI à 1,95 \$; et un DOGE à 0,15 \$.

Après ces quelques jours de hausse, le BTC a enregistré une baisse de son prix le 06 janvier autour de 91 358 \$. Cette tendance baissière a continué jusqu'au 08 janvier avec un BTC atteignant les 89 461 \$, avant de consolider jusqu'au 12 janvier autour de 91 000 \$. Les publications économiques relatives au marché du travail et à la productivité ont contribué à maintenir un climat d'incertitude quant à la trajectoire future de la politique monétaire américaine. Parallèlement, les déclarations de responsables politiques américains, notamment en lien avec les orientations budgétaires de

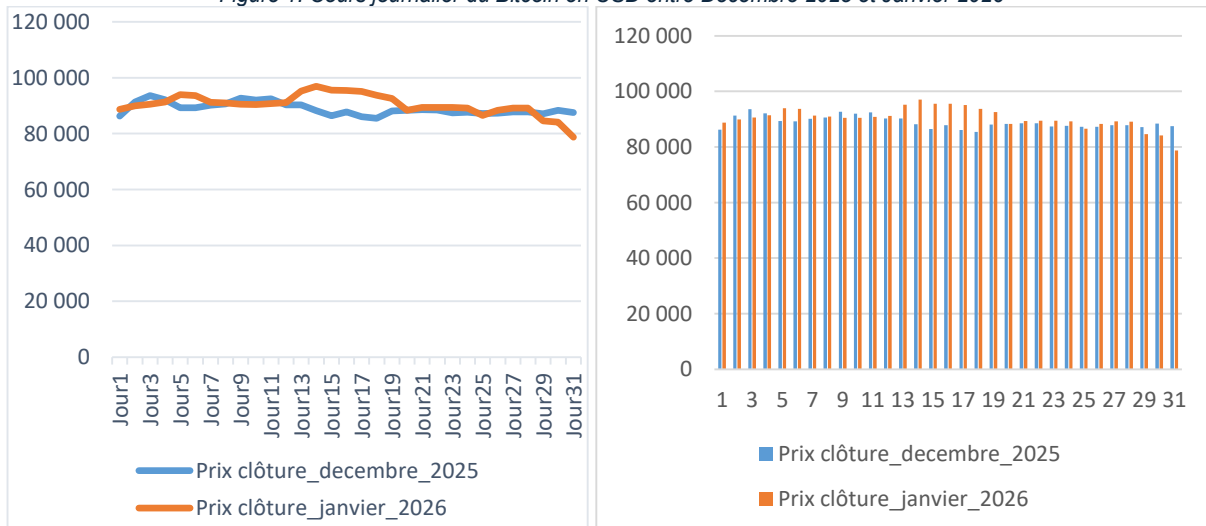
l'administration Trump, ont alimenté des débats sur la soutenabilité des finances publiques et sur l'évolution future des taux d'intérêt. Cette période a été marquée par des bougies de faible amplitude, traduisant un équilibre temporaire entre acheteurs et vendeurs. Mais à partir du 11 janvier, une légère reprise de la demande est apparue, alimentée par des anticipations favorables concernant la publication imminente de l'indice des prix à la consommation (CPI). Ether quant à lui était à 3 089 \$ le 12 janvier ; BNB à 905 \$; SOL à 139 \$; TON à 1,72 \$; AVAX à 13,52 \$; SUI à 1,76 \$; et DOGE à 0,13 \$.

Après ces quelques jours de baisse et de consolidation, le BTC et l'ensemble du marché ont repris comme d'habitude une tendance positive dès le 13 janvier, avec un BTC atteignant les 96 627 \$. Cette tendance haussière a continué jusqu'au 14 janvier, avec un BTC atteignant les 97 997 \$. Cette nouvelle tendance observée se justifiait par (i) la publication du CPI américain le 13 janvier 2026, ce qui a constitué un tournant majeur en milieu de mois. Les données, perçues comme compatibles avec une trajectoire de désinflation progressive, ont renforcé les anticipations de possibles assouplissements monétaires en 2026 ; (ii) les achats massifs et le phénomène de FOMO ont également justifié cette

tendance ; (iii) parallèlement, Les flux entrants sur certains ETF Bitcoin au comptant des USA et les achats de BTC par l'entreprise 'Strategy' ont également contribué, durant ces 2 jours, à soutenir la dynamique positive. Concernant les autres grandes cryptos l'Ether était à 3 400 \$ le 14 janvier, BNB à 949 \$, SOL à 148 \$, TON à 1,76 \$, AVAX à 14,56 \$, SUI à 1,84 \$, et DOGE à 0,14 \$.

Cette tendance haussière n'a pas duré longtemps, puisque dès le 15 janvier, le BTC a connu une nouvelle baisse de son prix autour de 95 362 \$. Cette nouvelle baisse s'est poursuivie jusqu'au 20 janvier, avec un BTC atteignant les 87 986 \$. Cette baisse se justifiait par le phénomène bien connu de "buy the rumor, sell the news" après CPI, et avec un retour de l'aversion au risque. Ainsi, après une grosse bougie verte à l'annonce du CPI, beaucoup d'investisseurs ont commencé à prendre leurs profits sur résistance, occasionnant la baisse des prix des actifs à risque. Concernant les autres grandes cryptos du marché, l'Ether était à 2 930 \$ le 20 janvier, BNB à 884 \$, SOL à 125 \$, TON à 1,5 \$, AVAX à 12 \$, SUI à 1,45 \$, et DOGE à 0,12 \$.

Figure 1: Cours journalier du Bitcoin en USD entre Décembre 2025 et Janvier 2026



Source : https://www.coingecko.com/en/coins/bitcoin/historical_data#panel

À partir du 16 janvier, le marché est entré dans une phase de distribution. Le bitcoin est progressivement repassé sous ses niveaux de rupture précédents, fragilisant la structure haussière observée en début de mois. Ces ruptures techniques ont déclenché des ventes automatiques et des liquidations de positions à effet de levier, accentuant la dynamique baissière. Le marché est finalement entré dans un régime caractérisé par la vente systématique des rebonds à partir du 20 janvier.

Le faible rebond du BTC le 21 janvier autour de 90 500 \$ n'a pas permis de renverser la tendance négative. En effet, les cours du BTC ont stagné autour de 90 000 \$ jusqu'au 28 janvier. Plusieurs facteurs justifiaient cette nouvelle consolidation à savoir : (i) les publications du Bureau of Economic Analysis (BEA) relatives au PIB et aux dépenses personnelles, qui ont renforcé les anticipations d'une politique monétaire toujours prudente, limitant l'appétit pour les actifs risqués ; (ii) l'attentisme des investisseurs avant les échéances monétaires de fin de mois et les communications de la FED et les ajustements de portefeuilles institutionnels ; (iii) parallèlement, la persistance des tensions géopolitiques, notamment en Europe de l'Est (Ukraine-Russie) et au Moyen-Orient (Iran-Israël-USA), a contribué à renforcer l'aversion au risque. Les autres grandes cryptos suivaient la même tendance avec un Ether à 3 000 \$ le 28 janvier ; BNB les

903 \$, SOL à 125 \$, TON à 1,53 \$, AVAX à 12,07 \$, SUI à 1,40 \$, et DOGE à 0,12 \$.

Le BTC a terminé le mois de janvier sur une capitulation. En effet, après plusieurs jours de consolidations et d'hésitations, le marché a pris une direction à la baisse avec un prix du BTC autour 83 476 \$ le 29 janvier. Cette tendance négative s'est poursuivie jusqu'au 31 janvier avec un BTC touchant les 75 854 \$. Cette capitulation s'expliquait par (i) une vague de liquidations et de ventes mécaniques ; (ii) une nervosité liée aux perspectives de politique monétaire américaine, le bitcoin a poursuivi sa baisse sans parvenir à regagner ses résistances ; (iii) la cassure du « seuil de sécurité » de 85 000 \$, qui a été amplifiée par d'importantes sorties de capitaux des ETF Bitcoin au comptant des USA, accentuant la dynamique baissière ; (iv) des inquiétudes croissantes sur la liquidité mondiale et des spéculations autour de la future gouvernance de la Réserve fédérale américaine ; (v) les orientations budgétaires de l'administration Trump et l'instabilité des décisions du président américain. L'Ether a terminé le mois autour 2 447 \$ au 31 janvier ; BNB à 780 \$; SOL à 105 \$; TON à 1,35 \$; AVAX à 10,10 \$; SUI à 1,15 \$ et le DOGE à 0,10 \$. La capitalisation boursière totale du marché des cryptomonnaies s'élevait à peu près à 2 630 milliards de dollars, enregistrant une baisse de -10,24% par rapport au mois de décembre 2025.

COIN DES INVESTISSEURS

Bitcoin, les banques américaines se bousculent.

Les banques américaines sont entrain de se rattraper par des actions concrètes sur le bitcoin et les cryptomonnaies.

Bank of America commence à recommander à ses clients d'allouer jusqu'à 4 % de leurs portefeuilles au Bitcoin et aux cryptomonnaies.

Morgan Stanley devient la première grande banque américaine à déposer une demande d'ETF Bitcoin, selon CNBC.

Morgan Stanley prévoit de lancer plus tard cette année un portefeuille numérique destiné à prendre en charge les actifs tokenisés.

La Bank of New York Mellon (BNY) lance un service de dépôts tokenisés permettant aux clients de transférer des dépôts bancaires sur la blockchain.

Goldman Sachs estime que la régulation crypto attendue en 2026 pourrait déclencher une adoption institutionnelle majeure du Bitcoin.

Wells Fargo Bank accepte désormais le Bitcoin comme collatéral pour certains prêts.

Standard Chartered prépare le lancement de services crypto dédiés aux clients institutionnels, selon Bloomberg.

Goldman Sachs affirme consacrer beaucoup de temps aux cryptomonnaies, à la tokenisation et aux stablecoins.

Stablecoins : Tether conforte sa place de leader.

L'année 2025 qui s'est achevée a vu une montée en puissance de l'usage des stablecoins. Les transactions en stablecoins ont atteint un record historique d'environ 33 000 milliards \$ l'an passé, portées principalement par l'USDC. Même si USDC de Circle progresse substantiellement parmi les institutionnels aux Etats-Unis, USDT émis par Tether maintient sa longueur d'avance, en terme d'usage et de capitalisation boursière. Cela se manifeste par les résultats enviables. En 2025, Tether annonce plus de 10 milliards \$ de profits, 6,3 milliards \$ de réserves excédentaires et une exposition record de 141 milliards \$ aux bons du Trésor américain.

Les excédents de trésorerie de Tether sont aussi convertis en or. En effet, Paolo Ardoio, CEO de Tether, affirme que l'entreprise pourrait devenir une « banque centrale de l'or » dans un monde post-dollar. Tether est désormais le plus grand détenteur d'or connu en dehors des banques et des États, avec plus de 140 tonnes évaluées à environ 23 milliards \$, stockées dans un bunker nucléaire en Suisse.

Cette insolence financière commence à placer Tether parmi les géants de la finance traditionnelle, avec ses avoirs en bons du Trésor américain, dépassant les pays comme l'Allemagne dans l'exposition sur la dette des Etats-Unis.

Enfin, afin de se conformer à la CLARITY ACT, Tether a décidé de la création d'un stablecoin qui devra circuler rien qu'aux Etats-Unis. Pendant le mois de Janvier 2026, l'entreprise a annoncé le lancement de USA\$, son stablecoin « Made in America » adossé au dollar et régulé au niveau fédéral.

Ethereum : décentralisation des stablecoins.

Pendant qu'on célèbre l'usage croissante des stablecoins, on oublie de mentionner qu'ils sont gérés par les entreprises contrôlées par des

individus. Dans le langage des cryptos, on dira que ce sont des stablecoins centralisés. Ceci n'est pas du goût des puristes de la décentralisation, par lesquels Vitalik, le créateur de Ethereum.

Vitalik Buterin estime que l'industrie crypto a besoin de meilleurs stablecoins décentralisés, mais souligne trois défis majeurs encore non résolus : la dépendance au dollar, la centralisation des oracles et la concurrence des rendements du staking.

Tant que ces trois limites ne sont pas adressées convenablement, les stablecoins centralisés comme USDT et USDC continueront de faire le bonheur de leurs utilisateurs.

BNB : Binance veut s'installer en Europe.

Binance a déposé une demande de licence MiCA en Grèce, une approbation lui permettrait d'opérer légalement dans l'Union Européenne avant l'échéance du 1er juillet. Cette entreprise co-fondée par CZ sait que le Bitcoin et les cryptomonnaies font continuer à s'étendre dans l'adoption et les usages.

CZ a d'ailleurs déclaré être en discussions avec une douzaine de gouvernements au sujet de la tokenisation de leurs actifs.

Face au marché baisser de ces derniers mois, il a affirmé : « Pendant que vous paniquez et vendiez, les banques américaines accumulaient du Bitcoin. »

Que ceux qui ont les oreilles entendent !

Actualités cryptos des pays.

Etats-Unis :

Le Wyoming devient le premier État américain à émettre un stablecoin, avec le lancement du FRNT déployé sur Solana.

L'État de Floride dépose un projet de loi visant à créer une réserve stratégique en Bitcoin, autorisant jusqu'à 10 % de certains fonds publics à être investis en BTC et en ETF.

Le Sénat américain dévoile son projet de loi de 278 pages sur la structure des marchés crypto.

La Virginie-Occidentale dépose un projet de loi permettant à la trésorerie de l'État d'investir jusqu'à 10 % dans les métaux précieux et les

actifs numériques dont la capitalisation dépasse 750 milliards \$.

L'Oklahoma dépose un projet de loi visant à autoriser les employés publics, les entreprises et les particuliers à accepter des paiements en Bitcoin.

Le Dakota du Sud dépose un projet de loi visant à autoriser l'État à investir directement dans le Bitcoin.

Union Européenne et Europe :

La DZ Bank, deuxième plus grande banque d'Allemagne, obtient l'agrément MiCA pour lancer sa plateforme crypto « meinKrypto », proposant initialement BTC, ETH, LTC et ADA.

Norvège :

L'exposition indirecte du fonds souverain norvégien au Bitcoin a bondi de 149 % en 2025 pour atteindre 9 573 BTC.

Asie :

Russie :

La Russie prévoit de lancer dès juillet un cadre réglementaire complet pour les cryptomonnaies, ouvrant l'accès au marché aux investisseurs particuliers.

Japon :

La ministre japonaise des Finances Satsuki Katayama soutient l'intégration des cryptomonnaies au sein des bourses japonaises, alors que le Japon prépare une reclassification de 105 cryptos en produits financiers avec une fiscalité allégée. Par ailleurs, le pays pourrait approuver ses premiers ETF crypto dès 2028.

Corée du Sud :

La Corée du Sud prévoit d'autoriser la cotation d'ETF Bitcoin cette année.

Hong Kong :

Hong Kong prévoit de délivrer les premières licences de stablecoins dès le premier trimestre 2026, selon son secrétaire aux Finances Paul Chan.

Iran :

L'Iran étudie l'usage de paiements en cryptomonnaies pour ses exportations d'armes, afin de contourner les sanctions occidentales,

selon le Financial Times. En outre, la Banque centrale d'Iran aurait acheté plus de 500 millions de dollars en USDT afin de soutenir sa monnaie locale et faciliter les échanges commerciaux.

Pakistan :

Le Pakistan envisagerait de s'associer à World Liberty Financial pour lancer un stablecoin indexé sur le dollar américain.

Thaïlande :

La SEC Thaïlandaise prépare de nouvelles règles pour soutenir les ETF crypto, les futures sur les actifs numériques et les produits d'investissement tokenisés, visant à reconnaître la crypto comme classe d'actifs officielle.

Emirat Arabe Unis :

Les Émirats arabes unis lancent USDU, un stablecoin adossé au dollar et approuvé par la banque centrale.

Biélorussie :

Le président de la Biélorussie, Alexander Lukashenko, signe un décret établissant officiellement le statut légal des banques spécialisées dans les cryptomonnaies dans le pays.

Afrique :

Le Nigeria adopte une nouvelle loi fiscale obligeant les plateformes crypto à lier les transactions aux identités, avec rapport mensuel et signalement des opérations suspectes.

En Ethiopie, Abiy Ahmed, son Premier ministre, indique que le pays recherche un partenaire d'investissement pour développer des opérations de minage de Bitcoin.

PRINCIPALES SOURCES D'INFORMATION

The Financial Times (anglais - payant) : <https://www.ft.com/>

Bloomberg (anglais - payant) : <https://www.bloomberg.com/>

The Wall Street Journal (anglais - payant) : <https://www.wsj.com/>

The economist (anglais - payant) : <https://www.economist.com/>

Cointelegraph (anglais - gratuit) : <https://cointelegraph.com/>

Messari (anglais - payant) : <https://messari.io/>

Journal du Coin (français - gratuit) : <https://journalducoin.com/>

Anciens numéros de « Crypto News AZC » :

<https://zukulee.com/news> & <https://azojecasarl.net/crypto-news/>

Comptes twitter à suivre : @azojecasarl & @crypvestor1

Pour vous former dans les cryptomonnaies : www.zukulee.com (Académie basée au Canada et créée en 2021 par un Ingénieur Informaticien¹, Expert en Blockchain. Les cours sont entièrement en ligne et sont dispensés en français et en anglais).

« ***Si vous trouvez que la formation coûte cher, essayez l'ignorance*** » - Robert Orben.

¹ <https://www.prnewswire.com/news-releases/richard-engoulou-cissp-is-recognized-by-continental-whos-who-301543291.html>